

BULLETIN D'INFORMATION

PIERRE INVESTISSEMENT 8

SCPI
MALRAUX1^{ER} SEMESTRE 2026 | Validité du 01/07/2026 au 31/12/2026

ÉVOLUTION DU CAPITAL

Rappel

Capital initial statutaire800 000 €
 Date d'immatriculation18/06/2013
 N° RCS Paris793 728 130
 Visa AMF n°13-37 en date du 20/12/2013.

Situation au 30/06/2026

SCPI fermée à la collecte

Nombre de parts émises38 112
 Capital social30 489 600 €
 Capitalisation*38 012 000 €

*Sur la base du dernier prix d'émission des parts.

NOMBRE D'ASSOCIÉS

Au 01/01/20261 254
 Au 30/06/20261 254

VALEUR DE RÉALISATION

733,99 € / PART selon expertises
au 31/12/2025.

VALEUR IFI 2026

681,55 € / PART

RÉGIME FISCAL

Les associés bénéficient d'une réduction d'impôt dans le cadre de la loi Malraux conformément aux dispositions de l'article 199 ter viciés du code général des impôts modifié par la loi de finances pour 2009. Elle représente environ 18% du montant de leur souscription, soit :

180,00 €* / PART
(*environ)

Éditorial

Dans un contexte géopolitique international instable et face à la crainte de tensions inflationnistes, la BCE a procédé, en juin, à une hausse de ses taux directeurs. Cette décision a mécaniquement entraîné une augmentation des taux d'intérêt et continue de peser sur la capacité d'emprunt des ménages.

D'après Se Loger, le marché de l'immobilier résidentiel ancien affiche une reprise mesurée sur le premier semestre. Les prix progressent légèrement, soutenus par les zones rurales et les grandes villes, tandis que les délais de vente se réduisent.

Cependant, cette dynamique doit être relativisée, le marché demeurant encore très éloigné d'un véritable rétablissement. Si la fièvre semble légèrement retomber par période, la convalescence est encore longue.

L'analyse de Foncia confirme ce constat : après une embellie en début d'année, le marché des transactions dans l'immobilier ancien a connu un net ralentissement dès le mois de mars, avec un recul des ventes de 7% au global sur le semestre. Sur le marché locatif, le déséquilibre entre l'offre et la demande atteint un niveau critique dans les grandes agglomérations.

Comme le souligne Zahir Keenoo, président de Foncia ADB⁽¹⁾, leader sur le marché locatif : « La demande locative explose alors que l'offre continue à se contracter (...) Mais l'engagement des professionnels ne suffira pas à lui seul à résorber la crise. (...) La France a besoin d'un véritable choc de confiance en faveur du logement avec un cadre fiscal et réglementaire stable, lisible et durable ».

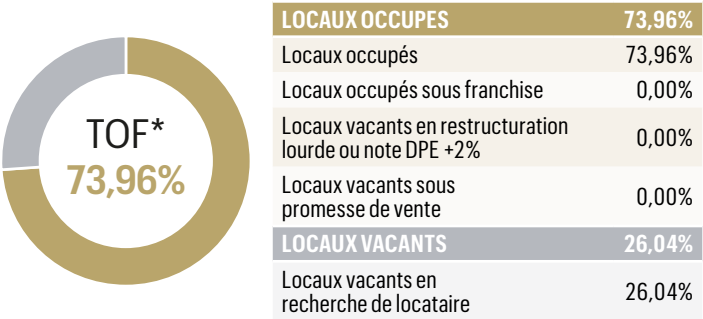
La Société de gestion

(1) Foncia Administration de Biens.

Patrimoine immobilier

VILLES	ADRESSES	SITUATION AU 30/06/2026
BLOIS	17, rue du Sermon	2 lots vacants
BORDEAUX	58, rue des Faures	3 lots vacants
POITIERS	10, rue Arthur Ranc	2 lots vacants
LILLE	118, rue Royale	5 lots vacants
ROUEN	58, rue Jeanne d'Arc	2 lots vacants
DIJON	45 et 47, rue Berlier	Entièrement loué
BORDEAUX	14, cours d'Alsace Lorraine	2 lots vacants
CHARTRES	13/19, rue des Lisses 2, rue des Lisses/ rue Sainte Thérèse	5 lots vacants
LILLE	104, rue Royale	4 lots vacants
BESANÇON	22, rue de la Préfecture	9 lots vacants
COLMAR	4, rue Turenne	4 lots vacants
TOTAL		

Taux d'Occupation Financier



* **Taux d'occupation financier** : Le TOF se détermine par la division du montant total des loyers et indemnités d'occupation facturés (y compris les indemnités compensatrices de loyers) ainsi que des valeurs locatives de marché des autres locaux non disponibles à la location, par le montant total des loyers facturables dans l'hypothèse où l'intégralité du patrimoine de la SCPI serait louée.

Loyers encaissés

Le montant des loyers encaissés au titre du premier semestre s'élève à 380 786,89 €.

Mouvements locatifs sur le semestre

Le tableau ci-dessous résume le nombre de baux signés au cours du premier semestre et les surfaces qu'ils représentent.

VILLE	NOMBRES DE BAUX SIGNÉS	SURFACES LOUÉES (EN M²) 1S 2026
BLOIS – Rue du Sermon	0	0,00
BORDEAUX – Rue des Faures	1	55,42
POITIERS – Rue Arthur Ranc	0	0,00
LILLE – 118 Royale	0	0,00
ROUEN – Jeanne d'Arc	1	27,95
DIJON – Rue Berlier	0	0,00
BORDEAUX – Cours Alsace Lorraine	1	48,80
CHARTRES – Rue des Lisses/Sainte Thérèse	0	0,00
Lille – 104 rue Royale	0	0,00
BESANÇON – Rue de la Préfecture	0	0,00
COLMAR – Rue Turenne	0	0,00
TOTAL	3	132,17

Distribution des dividendes

Un dividende de 11,50 € par part, relatif à l'année 2025 sera versé en juillet 2026.

DISTRIBUTION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE (DIVIDENDE ANNUEL PAR PART)	EN € PAR PART
2017	4,00 €
2018	7,00 €
2019	8,00 €
2020	5,50 €
2021	7,50 €
2022	10,00 €
2023	10,50 €
2024	8,60 €
2025	11,50 €

Les performances locatives passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les acomptes peuvent varier à la hausse comme à la baisse.

*La variation du dividende s'explique par le financement des travaux de l'immeuble situé au 58 rue des Faures à Bordeaux.

Marché secondaire des parts / conditions de cession des parts

La cession de parts peut s'effectuer soit directement par le porteur de parts (cession de gré à gré), soit par l'intermédiaire de la Société de gestion (article L.214-93 du Code monétaire et financier).

Cession de gré à gré

Les conditions sont librement débattues entre les parties. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte authentique ou sous signature privée. Pour être opposable à la société, la cession doit, conformément à l'article 1690 du Code civil, lui être signifiée par un acte extrajudiciaire aux frais de l'acheteur. Néanmoins, le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par la société dans un acte authentique. La cession peut aussi faire l'objet d'une déclaration de transfert signée par le vendeur et par l'acheteur. La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public. Pour être opposable aux tiers, la cession doit avoir été suivie de l'accomplissement de ces formalités et publications requises par les dispositions réglementaires. Si l'acquéreur n'est pas associé, la cession est soumise à l'agrément préalable du gérant qui résulte soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la demande.

Cession par l'intermédiaire de la Société de gestion

Conformément à l'article L.214-93 du code monétaire et financier, il est tenu au siège de la société et à la disposition des associés et des tiers un registre où sont recensés les offres de cession de parts ainsi que les demandes d'acquisition portées à la connaissance de la société. Le prix d'exécution est établi le dernier jour ouvré du trimestre à 12 heures. Pour participer à la confrontation trimestrielle, les ordres doivent être inscrits sur le registre au plus tard deux jours avant

la fixation du prix d'exécution à 16h00. La SCPI ne garantit pas la revente des parts. La Société de gestion perçoit une commission calculée comme suit :

- 4,80% TTI du montant revenant au cédant et mis à la charge de l'acquéreur jusqu'à la cinquième année de détention ;
- 2,40% TTI du montant revenant au cédant et mis à la charge de l'acquéreur de la cinquième année de détention à la dixième ;
- 1,20% TTI du montant revenant au cédant et mis à la charge de l'acquéreur au-delà de la dixième année de détention.

Cette commission est à la charge de l'acquéreur ou des donataires.

La Société de gestion ne garantit pas la cession des parts.

Marché secondaire

Au 30/06/2026, deux ordres de vente de parts étaient inscrits sur le registre. À la même date, aucun ordre d'achat de parts n'était inscrit sur le registre.

Rappel sur les modalités de souscription

Prix de la part* :	1 000 €
Nominal :	800 €
Prime d'émission :	200 €
Minimum :	10 parts
Maximum :	67 parts
Commission de souscription :	14% TTI

*Le prix de la part est un rappel du prix de souscription au lancement de la SCPI. Il convient que chaque associé se réfère à la valeur de reconstitution de la SCPI.

Vie sociale

Une assemblée générale extraordinaire de votre SCPI s'est tenue le 6 janvier 2026. Faut de quorum, les résolutions à caractère extraordinaire ont fait l'objet d'une seconde lecture le 22 janvier 2026 et l'ensemble des résolutions a été adopté.

Une assemblée générale mixte de votre SCPI s'est tenue le 4 juin 2026 et l'ensemble des résolutions a été adopté.

Placements financiers

La Société de gestion a souscrit pour le compte de la SCPI PIERRE INVESTISSEMENT 8 et dans le but de placer sa trésorerie disponible, 7 000 parts de la SCPI CRISTAL Life au prix de 1 400 000 € frais de souscription inclus. La souscription a été enregistrée le 1 décembre 2022, fixant le point de départ du délai de jouissance desdites parts au 1^{er} juin 2023.

Au premier semestre 2026, la SCPI PIERRE INVESTISSEMENT 8 a perçu un total de 42 767,57 € de dividendes.

Données associés

En cas de modification de vos coordonnées personnelles (changement de RIB, d'adresse...) : merci de nous adresser votre demande signée accompagnée de la photocopie recto/verso de votre carte d'identité ou de votre passeport en cours de validité et du justificatif relatif à ce changement (RIB – justificatif de domicile) par mail à l'adresse suivante : relation.associe@inter-gestion.com ou par voie postale à l'adresse de la Société de gestion : 38 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS.

SFDR / Disclosure

La publication des informations ci-dessous est effectuée conformément aux exigences du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019.

Classification SFDR

La SCPI relève du champ d'application de l'article 6 du Règlement Européen n°2019/2088. À ce titre, la SCPI ne fait pas la promotion des caractéristiques environnementales et/ou sociales et n'a pas un objectif d'investissement durable.

Inter Gestion REIM peut intégrer, sans que cela ne soit systématique et sous réserve que cela soit pertinent, certains risques en matière de durabilité. Ainsi, il peut arriver que concomitamment à l'analyse des éléments financiers, les processus de prise de décisions d'Inter Gestion REIM incluent un certain nombre de critères qu'elle estime pertinents en matière de durabilité sans que ces considérations relatives aux critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (Critères « E.S.G. ») ne constituent un engagement de la part d'Inter Gestion REIM.

Risque de durabilité

La SCPI est exposée à des risques en matière de durabilité. Le risque en matière de durabilité est un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. Inter Gestion REIM estime que la SCPI est confrontée à plusieurs risques en matière de durabilité. Tous sont gérés de manière active afin d'en limiter l'occurrence et l'impact financier si ces risques devaient survenir.

Ces risques se regroupent autour de quatre grandes familles :

1. Risques de responsabilité liés au changement climatique ;
2. Risques physiques liés au changement climatique ;
3. Risques de transition liés au changement climatique ;
4. Risques liés à la biodiversité.

Règlement Taxonomie

Conformément au règlement (UE) 2020/852 dit « Taxonomie », Inter Gestion REIM précise que les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Pierre Investissement 8

Société civile de placement immobilier • Visa AMF n°13-37 en date du 20/12/2013 • RCS PARIS : 793 728 130 • Siège social : 38 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS.

Inter Gestion REIM

38 avenue de l'Opéra, 75002 PARIS • Tél : 01 43 12 52 52 • SA au capital de 240 000 € • Code APE 6630Z • N° SIRET 345 004 436 00076 • Société de gestion agréée en France sous le n° GP 12000008 et réglementée par l'AMF.